

Dans bien des coins du Canada, les fonds de bien-être seraient beaucoup mieux employés à développer des régions et améliorer le niveau de vie tout en permettant à ceux qu'accablent et humilient le régime de bien-être de trouver un nouvel emploi créatif. Comme je l'ai dit, je pense que le Canadien moyen qui se trouve forcé par les circonstances à accepter les secours de l'aide sociale réclame sa place au soleil. Il veut avoir la chance de travailler afin de pouvoir marcher droit et de retrouver l'estime de sa famille, de sa femme, de ses amis. Je suis sûr que l'assisté social en général n'aime pas sentir qu'il est un parasite ou qu'il vit aux dépens du pays. Tout ce qu'il veut c'est une chance et c'est à nous de modifier le Régime d'assistance publique du Canada afin que ces personnes aient la possibilité de travailler pour un salaire décent. Ces personnes ne veulent pas travailler pour une aumône—je fais cette distinction. Elles veulent travailler par un salaire décent et retrouver comme je l'ai déjà dit leur propre estime qu'elles avaient presque perdue.

Je termine par quelques brèves remarques sur les problèmes d'autres citoyens très importants de notre société que l'on semble négliger, je veux parler de nos vieillards. Tous ceux d'entre nous qui ont eu l'occasion de leur parler savent que ce sont les soucis d'argent qui les préoccupent le plus. Le principal souci de nos vieux ce n'est pas la vieillesse, c'est la pauvreté. Ces personnes ont donné le meilleur de leur vie à leur pays et je soutiens qu'elles méritent mieux. En tant que société nous avons certainement l'obligation morale de voir à ce que ces soucis d'argent leur soient épargnés dans leurs dernières années.

A Terre-Neuve, l'inquiétude règne aussi parmi les gens d'âge moyen et d'âge moyen avancé. Il nous faut dans ce pays davantage d'initiatives en ce qui concerne les programmes de recyclage professionnel, notamment à Terre-Neuve où une grande partie des personnes ayant cet âge n'ont aucune spécialisation. Dans ma province, beaucoup de Terre-Neuviens d'âge moyen se plaignent souvent d'être complètement laissés à l'écart du marché du travail à cause de leur âge et du manque de formation professionnelle. Et cependant il arrive souvent que ces personnes aient une famille à leur charge. Aucun gouvernement, à aucun niveau, n'a jamais examiné attentivement ce problème ou pris une initiative concrète dans ce domaine.

[Français]

**M. Aurélien Noël (Outremont):** Monsieur l'Orateur, je voudrais, à l'occasion du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône, faire quelques observations que je juge opportunes.

Je désire d'abord m'unir à tous mes collègues pour féliciter les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône, le député de Bourassa (M. Trudel) et celui d'Assiniboia (M. Douglas), de même que le nouveau vice-président des comités pléniers, l'honorable député de Beauharnois (M. Laniel).

Il n'y a pas tout à fait quatre mois, soit le 29 juin 1970, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) livrait à la nation canadienne le message suivant à l'occasion du 103<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération canadienne:

La fête du 1<sup>er</sup> juillet nous fournit l'occasion de réfléchir à l'ensemble de la réalité canadienne et de rappeler son caractère singulièrement favorable.

Par l'immensité de son territoire, par l'abondance de ses ressources, par la stabilité de ses institutions démocratiques,

tolérance de ses citoyens, le Canada est un des pays les plus privilégiés qui soient.

Certes, nous avons des problèmes à résoudre. Diverses tensions contrarient ici et là notre bonne fortune. Il y a encore, entre les deux grandes communautés linguistiques du pays, trop de méfiance et de résistance; il y a, entre ceux qui possèdent davantage et ceux qui possèdent moins, un écart exagéré; les divergences d'intérêt, entre les différentes régions du Canada, ont tendance à créer des zones d'isolement; et, entre les jeunes et les aînés, une fréquente incompréhension nuit à la bonne et féconde amitié.

Fort heureusement, nos problèmes n'ont ni l'ampleur ni la gravité des conflits qui affligent et meurtrissent nombre de pays. Néanmoins, ils font partie de notre réalité et nous ne devons pas les ignorer. Au contraire, nous devons tout mettre en œuvre pour les aplanir et leur trouver solution.

Car ils nous fournissent la chance d'un dépassement. En les affrontant et en les surmontant, l'occasion nous est donnée d'édifier une société où la fraternité aura remplacé la méfiance, où la justice aura vaincu la misère, où l'altruisme aura eu raison des égocentrismes régionaux et où la compréhension mutuelle aura rapproché les générations.

Dans un univers toujours en butte à l'injustice et à la vengeance, aux inimitiés et aux guerres, le Canada a sans doute une tâche exaltante. S'il réussit en effet à réconcilier les oppositions qui le tiraillent, il aura démontré que les hommes, si différents soient-ils, peuvent, quand ils le veulent, vivre égaux et fraternels.

Nous habitons donc un pays où tous les espoirs sont permis, où la diversité des langues, des cultures et des esprits nous offre la possibilité d'un rare enrichissement. Soyons-en fiers. Et tous ensemble, avec détermination et enthousiasme, travaillons sans relâche à l'unité et au progrès du Canada.

• (5.40 p.m.)

Ces paroles expriment un vœu ardent et sincère souvent formulé par le très honorable premier ministre. Le gouvernement qu'il dirige s'est mis résolument à la tâche depuis 1968, afin d'assurer un gouvernement administration, en vue de resserrer les liens de l'unité canadienne, de stabiliser l'économie canadienne, d'améliorer le statut de l'individu devant la loi et dans ses relations avec ses concitoyens, de le préserver du chômage, des problèmes de l'habitation, ou attribuables au milieu.

Un grand nombre d'études ont été faites et d'autres se poursuivent, en vue de trouver les moyens d'améliorer le sort des hommes. Malheureusement depuis deux ans, les problèmes se posent plus rapidement qu'on ne peut les étudier et les résoudre. De plus, nous sommes les voisins d'un grand pays dont les problèmes viennent parfois s'ajouter aux nôtres. Le discours du trône et la longue liste des projets de loi déposés par le très honorable premier ministre indiquent les moyens d'établir bientôt une société plus juste.

Les événements tragiques des derniers jours sont venus nous plonger dans une situation que nous n'avions pas su prévoir, habitués à vivre dans un pays où les atteintes aux principes démocratiques n'étaient pas prises au sérieux. Depuis assez longtemps, les nuages s'amoncelaient à l'horizon, mais c'est surtout depuis 1963 que l'orage gronde au loin. Ceux qui criaient gare passaient pour des prophètes de malheur. Les slogans enflammés ont remplacé les directives ambitieuses de la révolution tranquille. Bientôt, des incitations voilées au changement de système politique sont remplacées par des manifestations bruyantes. Des «Mein Kampf» de toutes sortes sont lancés dans le public, et les vrais desseins de leurs auteurs y apparaissent en noir sur blanc. Éclatent en même temps des bombes dans les boîtes aux lettres, dans une usine où sévit une grève. Des vols d'armes, de dyna-